

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé, émis le 4 mai 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juin 2009;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 3 juillet 2009;

Vu l'avis 47.032/1 du Conseil d'Etat, donné le 4 août 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, point 1, de l'arrêté royal du 15 janvier 2009 relatif à l'intervention de l'assurance soins de santé pour le paiement de vaccins dans le cadre de programmes de prévention à caractère national pour les années 2009-2010 les montants « 11.800.000 euros » sont remplacés par les montants « 12.600.000 euros », les montants « 6.400.126 euros » par les montants « 6.834.032,85 euros » et les montants « 5.399.874 euros » par les montants « 5.765.967,15 euros ».

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 20 septembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Gelet op het advies van het Comité van de Verzekering voor Geneeskundige Verzorging, uitgebracht op 4 mei 2009;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 juni 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting van 3 juli 2009;

Gelet op het advies 47.032/1 van de Raad van State, gegeven op 4 augustus 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het artikel 3, punt 1, van het koninklijk besluit van 15 januari 2009 betreffende de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging voor de betaling van vaccins in het kader van preventieprogramma's met een nationaal karakter voor de jaren 2009-2010, worden de bedragen « 11.800.000 euro » vervangen door de bedragen « 12.600.000 euro » de bedragen « 6.400.126 euro » door de bedragen « 6.834.032,85 euro » en de bedragen « 5.399.874 euro » door de bedragen « 5.765.967,15 euro ».

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 20 september 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2009 — 3423

[C — 2009/22445]

27 SEPTEMBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 35, § 1^{er}, modifié par les lois des 20 décembre 1995, 22 février 1998, 24 décembre 1999, 10 août 2001, 22 août 2002, 5 août 2003, 22 décembre 2003, 9 juillet 2004, 27 avril 2005 et 27 décembre 2005 et § 2, modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 10 août 2001, et par l'arrêté royal du 25 avril 1997;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

Vu la proposition du Conseil technique des voiturettes des 20 mai 2008 et 17 juin 2008;

Vu l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux donné les 20 mai 2008 et 17 juin 2008;

Vu la décision de la Commission de convention bandagistes-organismes assureurs, prise le 10 juillet 2008;

Vu l'avis de la Commission du contrôle budgétaire donné le 23 juillet 2008;

Vu la décision du Comité de l'assurance soins de santé prise le 28 juillet 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2009;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2009 — 3423

[C — 2009/22445]

27 SEPTEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 35, § 1, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995, 22 februari 1998, 24 december 1999, 10 augustus 2001, 22 augustus 2002, 5 augustus 2003, 22 december 2003, 9 juli 2004, 27 april 2005 en 27 december 2005 en § 2, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 10 augustus 2001, en bij het koninklijk besluit van 25 april 1997;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

Gelet op het voorstel van de Technische raad voor rolstoelen van 20 mei 2008 en 17 juni 2008;

Gelet op het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle gegeven op 20 mei 2008 en 17 juni 2008;

Gelet op de beslissing van de Overeenkomstencommissie bandagisten-verzekeringsinstellingen genomen op 10 juli 2008;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, gegeven op 23 juli 2008;

Gelet op de beslissing van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, genomen op 28 juli 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 januari 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 13 février 2009;

Vu l'avis 46.114/1 du Conseil d'Etat, donné le 7 juillet 2009;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}.

A l'article 28, § 8, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, remplacé par l'arrêté royal du 12 janvier 2005 et modifié par les arrêtés royaux des 13 février 2006, 26 avril 2007, 7 juin 2007, 20 juin 2007 et 9 mai 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1° au I, 3., 3.3., sont apportées les modifications suivantes :

a) au 3.3.2., première phrase, les mots « d'un scooter électronique pour l'intérieur, » sont insérés entre les mots « d'une voiturette de maintien et de soins, » et les mots « d'un système d'assise »;

b) au 3.3.3., première phrase, les mots « d'un scooter électronique » sont remplacés par les mots « d'un scooter électronique pour l'intérieur et l'extérieur, d'un scooter électronique pour l'extérieur »;

c) au 3.3.7., sont apportées les modifications suivantes :

- à l'alinéa 3, première phrase, le mot « toujours » est supprimé;

- après l'alinéa 3, est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Si le bénéficiaire opte directement pour une intervention forfaitaire, la procédure prévue pour le type d'aide à la mobilité à laquelle il a droit selon ses critères fonctionnels doit être suivie. Si l'aide à la mobilité pour laquelle l'intervention forfaitaire est demandée est une voiturette électronique, un test de la voiturette doit en outre être effectué, duquel il ressort que le bénéficiaire est apte à utiliser cette aide à la mobilité de manière judicieuse. »;

- après l'alinéa 5 actuel, qui devient l'alinéa 6, est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« En cas d'intervention forfaitaire, les délais de renouvellement et les cumulés autorisés prévus pour l'aide à la mobilité pour laquelle le bénéficiaire entre en ligne de compte selon ses critères fonctionnels sont d'application. Ces dispositions sont mentionnées, par aide à la mobilité, dans le point II de ce paragraphe. »;

d) le 3.3.9. est abrogé;

e) au 3.3.12., la première phrase de l'alinéa 2 est supprimée;

2° au I, 3., 3.6., sont apportées les modifications suivantes :

a) l'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant :

« 3.6. Test de la voiturette électronique ou du scooter électronique »;

b) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots « le scooter électronique pour l'intérieur et l'extérieur ou le scooter électronique pour l'extérieur, » sont insérés entre les mots « Pour la voiturette électronique, » et les mots « un test »;

- les mots « un test de la voiturette » sont remplacés par les mots « un test »;

- la dernière phrase est remplacée par ce qui suit :

« Le test évalue les capacités du bénéficiaire à utiliser la voiturette ou le scooter, et ce d'un point de vue physique et cognitif, ainsi que les possibilités d'utilisation de la voiturette ou du scooter dans la pratique d'un point de vue local. »;

3° au I, 4., 4.1., c), après l'alinéa 2, est inséré un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Toute demande pour un scooter électronique pour l'intérieur est accompagnée des éléments et documents suivants :

1° la déclaration de conformité CE;

2° le certificat de résistance au feu pour le matériau de recouvrement délivré par un organisme européen;

3° la déclaration CE de conformité conformément à l'annexe IV, point 2 de la Directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant la compatibilité électromagnétique;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatsecretaris van Begroting van 13 februari 2009;

Gelet op het advies 46.114/1 van de Raad van State, gegeven op 7 juli 2009;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1.

In artikel 28, § 8, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 januari 2005 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 februari 2006, 26 april 2007, 7 juni 2007, 20 juni 2007 en 9 mei 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in I, 3., 3.3., worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 3.3.2., eerste zin, worden de woorden « een elektronische binnenscooter, » tussen de woorden « een verzorgingsrolstoel, » en de woorden « een zitsysteem » ingevoegd;

b) in 3.3.3., eerste zin, worden de woorden « een elektronische scooter » vervangen door de woorden « een elektronische binnen/buiten scooter, een elektronische buitenscooter »;

c) in 3.3.7. worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het derde lid, eerste zin, wordt het woord « steeds » geschrapt;

- na het derde lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien de rechthebbende onmiddellijk kiest voor een forfaitaire tegemoetkoming, moet de procedure voor het type mobiliteitshulpmiddel waarvoor hij volgens zijn functionele criteria in aanmerking komt, gevolgd worden. Wanneer het mobiliteitshulpmiddel waarvoor de forfaitaire tegemoetkoming wordt aangevraagd een elektronische rolstoel is, moet tevens een rolstoeltest worden uitgevoerd waaruit blijkt dat de rechthebbende bekwaam is het hulpmiddel op een oordeelkundige manier te bedienen. »;

- na het huidige vijfde lid, die het zesde lid wordt, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In geval van forfaitaire tegemoetkoming zijn de hernieuwingstermijnen en de toegelaten cumulés voorzien bij het mobiliteitshulpmiddel waarvoor de rechthebbende volgens zijn functionele criteria in aanmerking komt van toepassing. Deze bepalingen zijn per mobiliteitshulpmiddel bepaald in punt II van deze paragraaf. »;

d) 3.3.9. wordt opgeheven;

e) in 3.3.12. wordt de eerste zin van het tweede lid geschrapt;

2° in I, 3., 3.6., worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het opschrift wordt door het volgende opschrift vervangen :

« 3.6. Test van de elektronische rolstoel of van de elektronische scooter »;

b) in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden « of voor de elektronische binnen/buiten scooter of de elektronische buitenscooter » tussen de woorden « Voor de elektronische rolstoel » en het woord « moet » ingevoegd;

- de woorden « een rolstoeltest » worden door de woorden « een test » vervangen;

- de laatste zin wordt vervangen als volgt :

« Deze test gaat de fysieke en cognitieve gebruiksmogelijkheden van de rechthebbende van de rolstoel of de scooter na, alsook de lokale gebruiksmogelijkheden van de rolstoel of van de scooter in de praktijk. »;

3° in I, 4., 4.1., c), na het tweede lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Bij elke aanvraag voor een elektronische binnenscooter worden de volgende elementen en documenten toegevoegd :

1° de EG-conformiteitsverklaring;

2° het certificaat van vuurbestendigheid voor het bekledingsmateriaal afgeleverd door een Europees organisme;

3° de EG-verklaring van overeenstemming conform bijlage IV, punt 2 van de Richtlijn 2004/108/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 2004 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lidstaten inzake elektromagnetische compatibiliteit;

4° la documentation relative au produit, dans les trois langues nationales, qui contient au moins une description, des illustrations claires ou des photos;

5° une photo électronique du produit de base demandé;

6° le mode d'emploi complet, dans les trois langues nationales, conformément à l'annexe I^{re}, point 13 de la Directive 93/42/CEE du Conseil des Communautés européennes du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux;

7° le prix public (TVAc) pour le produit de base. »;

4° au II., 1°, Groupe principal 2, Sous-groupe 1, 3., 3.3., après la prestation 520951-520962, sont insérées les prestations suivantes :

« 521032-521043 : Siège basculant électriquement Y 950

521054-521065 : Réglage électrique de l'inclinaison du dossier (angle du dossier réglable) Y 950

521076-521080 : Unité d'assise réglable en hauteur Y 2200 »;

5° au II., 1°, Groupe principal 3, sont apportées les modifications suivantes :

a) après l'intitulé « Groupe principal 3 : Scooters électroniques » sont insérées les dispositions suivantes :

« Sous-groupe 1 :

522815-522826 : Scooter électronique pour l'intérieur Y 685

1. Indications fonctionnelles pour l'utilisateur

1.1. Objectifs d'utilisation

Le scooter électronique pour l'intérieur est destiné à être utilisé principalement à l'intérieur et sur de courtes distances à l'extérieur. Ce scooter, par les déplacements qu'il rend possible, permet de prendre part activement à la vie sociale et familiale et de conserver son autonomie. L'utilisation est définitive.

1.2. Indications spécifiques

Le scooter électronique pour l'intérieur est remboursable pour les utilisateurs présentant des limitations de la marche démontrées et définitives. La marche sur de courtes distances (moins d'un km) est gravement limitée (code qualificatif minimum 3). La marche sur de longues distances (plus d'un km) est complètement limitée (code qualificatif 4).

L'utilisateur ne dispose pas de la force et de l'endurance nécessaires pour se déplacer à l'intérieur et sur de courtes distances à l'extérieur à l'aide d'une voiturette manuelle (code qualificatif 4). La conduite d'un scooter électronique est par contre possible.

La position assise de l'utilisateur est suffisamment stable pour conduire le scooter en toute sécurité.

La fonction des membres supérieurs est tout au plus modérément limitée (code qualificatif maximum 2). Si un des membres supérieurs n'est pas fonctionnel, le membre encore fonctionnel est tout au plus légèrement limité (code qualificatif maximum 1).

L'utilisateur dispose de facultés intellectuelles, sensorielles et cognitives suffisantes pour utiliser le scooter d'une façon sûre et judicieuse, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur sur la voie publique, le cas échéant.

2. Spécifications fonctionnelles du scooter

2.1. Spécifications fonctionnelles des membres inférieurs

Le scooter électronique pour l'intérieur est muni d'un plateau horizontal ou de 2 plaques cales-pieds individuelles, qui soutient/soutiennent les pieds et sur lequel/lesquelles est fixée une unité d'assise indéformable.

2.2. Spécifications fonctionnelles des membres supérieurs

La colonne de direction du scooter électronique pour l'intérieur doit être réglable en profondeur, afin que l'utilisateur puisse se servir du guidon de manière confortable et qu'il puisse effectuer un transfert aisé vers et hors du scooter.

4° de productdocumentatie in de drie landstalen; dit omvat minimaal een beschrijving, duidelijke afbeeldingen of foto's;

5° een elektronische foto van het aangevraagde basisproduct;

6° de volledige gebruiksaanwijzing in de drie landstalen conform bijlage I, punt 13 van de Richtlijn 93/42/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 14 juni 1993 betreffende medische hulpmiddelen;

7° de publieksprijs (incl. BTW) voor het basisproduct. »;

4° in II., 1°, Hoofdgroep 2, Subgroep 1, 3., 3.3., na de verstrekking 520951-520962, worden de volgende verstrekingen ingevoegd :

« 521032-521043 : Elektrisch kantelbare zit Y 950

521054-521065 : Elektrisch in hoek verstelbare rug Y 950

521076-521080 : Elektrisch in hoogte verstelbare zit Y 2200 »;

5° in II., 1°, Hoofdgroep 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) na het opschrift « Hoofdgroep 3 : Elektronische scooters », worden de volgende bepalingen ingevoegd :

« Subgroep 1 :

522815-522826 : Elektronische binnenscooter Y 685

1. Functionele indicaties voor de gebruiker

1.1. Gebruiksdoel

De elektronische binnenscooter is bedoeld voor gebruik hoofdzakelijk binnenshuis en over korte afstanden buitenshuis. Deze scooter is bedoeld om door verplaatsing de actieve deelname aan het sociale en familiale leven mogelijk te maken en de zelfstandigheid te bewaren. Het gebruik is definitief.

1.2. Specifieke indicaties

De elektronische binnenscooter is vergoedbaar voor gebruikers met bewezen en definitieve beperkingen bij het lopen. Het lopen van korte afstanden (minder dan een km) is ernstig beperkt (minimaal type-ring 3). Het lopen van lange afstanden (meer dan één km) is volledig beperkt (typering 4).

De gebruiker beschikt niet over de kracht of uithouding om zich met een manuele rolstoel te verplaatsen binnenshuis en over korte afstanden buitenshuis (typering 4). Het besturen van een elektronische scooter is wel mogelijk.

De zithouding van de gebruiker is voldoende stabiel om de scooter in alle veiligheid te besturen.

De functie van de bovenste ledematen is hoogstens matig beperkt (maximaal typing 2). Bij één afunctioneel bovenste lidmaat, is het nog functionele lidmaat hoogstens licht beperkt (maximaal typing 1).

De gebruiker beschikt over voldoende intellectuele, zintuiglijke en cognitieve vermogens om de scooter op een veilige en oordeelkundige wijze te gebruiken zowel binnenshuis als desgevallend buiten op de openbare weg.

2. Functionele specificaties van de scooter

2.1. Functionele specificaties onderste ledematen

De elektronische binnenscooter is uitgerust met een horizontaal plateau of 2 afzonderlijke voetplaten die de voeten ondersteunt en waarop een vormvaste ziteenheid is bevestigd.

2.2. Functionele specificaties bovenste ledematen

De stuurkolom van de elektronische binnenscooter moet instelbaar zijn in het horizontale vlak, zodat de gebruiker comfortabel het stuur kan bedienen en een vlotte transfer kan maken op en af de scooter.

2.3. Spécifications fonctionnelles de la position générale d'assise et du positionnement

Le scooter électronique pour l'intérieur est équipé d'une unité d'assise indéformable ajustable en hauteur. L'unité d'assise doit être équipée d'accoudoirs escamotables ou amovibles. Afin de permettre à l'utilisateur de prendre place sur le scooter facilement et en toute sécurité ou d'effectuer un transfert, l'unité d'assise peut tourner au minimum de 180° sur l'axe de fixation et est pourvue d'un système de verrouillage.

2.4. Spécifications fonctionnelles de la propulsion/conduite

La propulsion du scooter électronique pour l'intérieur est assurée au moyen d'un ou de deux moteurs électriques pourvus d'un système de freinage électromagnétique. La conduite est mécanique et est assurée au moyen d'une colonne de direction. Le scooter est équipé d'une unité de commande, sur laquelle sont placés les boutons de commande. L'unité de commande est fixée sur ou intégrée dans le guidon. La vitesse du scooter doit être réglable en fonction de l'utilisateur. Le scooter électronique pour l'intérieur peut être équipé de 3 ou 4 roues.

2.5. Spécifications fonctionnelles des objectifs d'utilisation

Le scooter électronique pour l'intérieur est spécialement conçu pour être utilisé à l'intérieur. Le scooter électronique pour l'intérieur doit pouvoir être scindé en 2 éléments ou davantage pour pouvoir être emporté. La vitesse du scooter est réglable, au moins de 0 à 6 km/heure, de telle sorte que la vitesse peut être adaptée pour des déplacements à l'intérieur. Le scooter pour l'intérieur est équipé de batteries de minimum 12 Ah. Le rayon d'action ou d'autonomie atteint au minimum 10 km, afin que l'utilisateur puisse se déplacer d'une manière autonome et sécurisante.

2.6. Spécifications fonctionnelles – aspects techniques

Le scooter électronique pour l'intérieur dispose d'un point mort. Le scooter électronique pour l'intérieur doit être livré avec batteries et chargeur.

3. Adaptations

Il n'y a pas d'adaptations prévues.

4. Conditions spécifiques

4.1. Délai de renouvellement

- pour les utilisateurs jusqu'à leur 65^e anniversaire, le délai de renouvellement est fixé à 4 ans;
- pour les utilisateurs à partir de leur 65^e anniversaire, le délai de renouvellement est fixé à 6 ans.

4.2. Cumuls autorisés

Le scooter électronique pour l'intérieur peut être cumulé avec :

- un cadre de marche,
- un coussin anti-escarres du sous-groupe 3 ou 4.

4.3. Intervention de l'assurance

Une intervention de l'assurance peut être obtenue pour le scooter électronique pour l'intérieur (prestation 522815-522826), à condition que le scooter figure dans la liste des produits admis au remboursement.

4.4. Demande d'intervention

L'intervention de l'assurance peut uniquement être octroyée sur la base :

- de la prescription médicale complétée par le médecin prescripteur;
- du rapport de motivation détaillé rempli par le dispensateur de soins agréé;
- de la demande d'intervention de l'assurance complétée par le dispensateur de soins agréé.

La procédure de demande à suivre est reprise dans le point I., 3.3.2.

Pour la demande de renouvellement anticipé d'un scooter, la procédure de demande reprise dans le point I., 3.3.5. est d'application. »

b) au sous-groupe 1 actuel, qui devient le sous-groupe 2, sont apportées les modifications suivantes :

- le libellé de la prestation 520155-520166 est remplacé par le libellé suivant :

« 520155-520166 : Scooter électronique pour l'intérieur et l'extérieur Y 1900 »;

- les dispositions reprises sous le 1., 1.1., sont remplacées par les dispositions suivantes :

2.3. Functionele specificaties algemene zithouding en positionering

De elektronische binnenscooter is uitgerust met een vormvaste ziteenheid in hoogte instelbaar. De ziteenheid moet uitgevoerd zijn met opklapbare of afneembare armsteunen. Om de gebruiker gemakkelijk en veilig op de scooter te laten plaatsnemen of voor het uitvoeren van een transfer, is de ziteenheid minimaal 180° draaibaar op de bevestigingsas en voorzien van een vergrendelingsstelsel.

2.4. Functionele specificaties aandrijving/besturing

De elektronische binnenscooter wordt aangedreven door één of twee elektromotoren, voorzien van een elektromagnetisch remsysteem en wordt mechanisch bestuurd d.m.v. een stuurkolom. De scooter is uitgerust met een bedieningseenheid, waarop de bedieningsknoppen zijn geplaatst. De bedieningseenheid is bevestigd op of ingebouwd in het stuur. De snelheid van de scooter moet regelbaar zijn in functie van de gebruiker. De elektronische binnenscooter kan uitgevoerd worden met 3 of met 4 wielen.

2.5. Functionele specificaties gebruiksdoeleinden

De elektronische binnenscooter is specifiek ontworpen voor gebruik binnenshuis. De scooter moet verkleinbaar zijn tot 2 of meer componenten zodat hij meeneembaar is. De snelheid van de scooter is regelbaar; minimaal van 0 tot 6 km per uur, zodat de snelheid kan aangepast worden voor verplaatsingen binnen. De elektronische binnenscooter is uitgerust met batterijen van minimaal 12 Ah. De actieradius of autonomie bedraagt minimaal 10 km, zodat de gebruiker zich op een veilige en autonome manier kan verplaatsen.

2.6. Functionele specificaties – technische aspecten

De elektronische binnenscooter beschikt over een vrijloop. De elektronische binnenscooter moet geleverd worden met batterijen en lader.

3. Aanpassingen

Er zijn geen aanpassingen voorzien.

4. Specifieke voorwaarden

4.1. Hernieuwingstermijn

- voor gebruikers tot hun 65e verjaardag wordt de hernieuwingsstermijn vastgesteld op 4 jaar;
- voor gebruikers vanaf hun 65e verjaardag wordt de hernieuwingsstermijn vastgesteld op 6 jaar.

4.2. Toegelaten cumul

De elektronische binnenscooter mag gecumuleerd worden met :

- een loophulpmiddel
- een antidecubituszitkussen van subgroep 3 of 4.

4.3. Verzekeringstegemoetkoming

Voor de elektronische binnenscooter (verstrekking 522815-522826) kan een verzekeringstegemoetkoming bekomen worden op voorwaarde dat de scooter is opgenomen op de lijst van voor vergoeding aangenomen producten.

4.4. Aanvraag tegemoetkoming

De verzekeringstegemoetkoming kan enkel worden verleend op basis van :

- het medisch voorschrift ingevuld door de voorschrijvende geneesheer;
- het motiveringsrapport ingevuld door de erkend verstrekker;
- de aanvraag voor verzekeringstegemoetkoming ingevuld door de erkend verstrekker.

De te volgen aanvraagprocedure is opgenomen in punt I., 3.3.2.

Voor de aanvraag van een voortijdige hernieuwing van een scooter is de aanvraagprocedure opgenomen in punt I., 3.3.5. van toepassing. »

b) in de huidige subgroep 1, die subgroep 2 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de omschrijving van de verstrekking 520155-520166 wordt vervangen door de volgende omschrijving :

« 520155-520166 : Elektronische binnen/buiten scooter ... Y 1900 »;

- de bepalingen opgenomen onder 1., 1.1., worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Le scooter électronique pour l'intérieur et l'extérieur est destiné à être utilisé sur de courtes à moyennes distances à l'extérieur. Ce scooter, par les déplacements qu'il rend possible, permet de prendre part activement à la vie sociale et familiale et de conserver son autonomie. L'utilisation est définitive. »;

- les dispositions reprises sous le 1., 1.2., a), sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le scooter électronique pour l'intérieur et l'extérieur est remboursable pour les utilisateurs présentant des limitations de la marche démontrées et définitives. La marche sur de courtes distances (moins d'un km) est gravement limitée (code qualificatif minimum 3). La marche sur de longues distances (plus d'un km) est complètement limitée (code qualificatif 4).

L'utilisateur ne dispose pas de la force et de l'endurance nécessaires pour se déplacer sur de moyennes distances à l'aide d'une voiturette manuelle (code qualificatif 4). La conduite d'un scooter électronique est par contre possible.

La position assise de l'utilisateur est suffisamment stable pour conduire le scooter en toute sécurité et cela est confirmé par le rapport de fonctionnement multidisciplinaire et le test pratique.

La fonction des membres supérieurs est tout au plus modérément limitée (code qualificatif maximal 2). Si un des membres supérieurs n'est pas fonctionnel, le membre encore fonctionnel est tout au plus légèrement limité (code qualificatif maximum 1).

L'utilisateur dispose de facultés intellectuelles, sensorielles et cognitives suffisantes pour utiliser le scooter d'une façon sûre et judicieuse tant à l'intérieur qu'à l'extérieur sur la voie publique, le cas échéant.

L'utilisateur se déplace fréquemment et principalement à l'intérieur ou sur de courtes à moyennes distances à l'extérieur. La nature, la nécessité et la fréquence des déplacements doivent être clairement motivées dans le rapport de fonctionnement multidisciplinaire. »;

- au 2., l'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant :

« 2. Spécifications fonctionnelles du scoote »;

- au 2., 2.5., dernière phrase, les mots « au minimum 15 km » sont remplacés par les mots « au minimum 20 km »;

- les dispositions reprises sous le 4., 4.2., sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le scooter électronique pour l'intérieur et l'extérieur peut être cumulé avec :

- un cadre de marche,

- un coussin anti-escarres du sous-groupe 3 ou 4. »;

- au 4., 4.3., alinéa 1^{er}, première phrase dans le texte en néerlandais, les mots « de elektronische scooter voor gebruik binnens- en buitenshuis » sont remplacés par les mots « de elektronische binnen/buiten scooter »;

- au 4., 4.3., dernier alinéa, les mots « 521931-521942 – Y 2200 » sont remplacés par les mots « 521931-521942 – Y 1900 »;

c) au sous-groupe 2 actuel, qui devient le sous-groupe 3, sont apportées les modifications suivantes :

- le libellé de la prestation 520170-520181 est remplacé par le libellé suivant :

« 520170-520181 : Scooter électronique pour l'extérieur ... Y 3000 »;

- les dispositions reprises sous le 1., 1.1., sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le scooter électronique pour l'extérieur est destiné à être utilisé sur de longues distances. Ce scooter, par les déplacements qu'il rend possible, permet de prendre part activement à la vie sociale et familiale et de conserver son autonomie. L'utilisation est définitive. »;

- les dispositions reprises sous le 1., 1.2., a), sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le scooter électronique pour l'extérieur est remboursable pour les utilisateurs présentant des limitations de la marche démontrées et définitives. La marche sur de courtes distances (moins d'un km) est gravement limitée, (code qualificatif minimum 3). La marche sur de longues distances (plus d'un km) est complètement limitée (code qualificatif 4).

L'utilisateur ne dispose pas de la force et de l'endurance nécessaires pour se déplacer sur de longues distances à l'aide d'une voiturette manuelle (code qualificatif 4). La conduite d'un scooter électronique est par contre possible.

« De elektronische binnen/buiten scooter is bedoeld voor gebruik over kort tot middellange afstanden buitenshuis. Deze scooter is bedoeld om door verplaatsing de actieve deelname aan het sociale en familiale leven mogelijk te maken en de zelfstandigheid te bewaren. Het gebruik is definitief. »;

- de bepalingen opgenomen onder 1., 1.2., a), worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De elektronische binnen/buiten scooter is vergoedbaar voor gebruikers met bewezen en definitieve beperkingen bij het lopen. Het lopen van korte afstanden (minder dan één km) is ernstig beperkt, (minimaal typering 3). Het lopen van lange afstanden (meer dan één km) is volledig beperkt (typering 4).

De gebruiker beschikt niet over de kracht of uithouding om zich met een manuele rolstoel te verplaatsen over middellange afstanden (typering 4). Het besturen van een elektronische scooter is wel mogelijk.

De zithouding van de gebruiker is voldoende stabiel om de scooter in alle veiligheid te besturen en dit werd bevestigd door het multidisciplinair functioneringsrapport en de praktische test.

De functie van de bovenste ledematen is hoogstens matig beperkt (maximaal typering 2). Bij één afonctioneel bovenste lidmaat, is het nog functionele lidmaat hoogstens licht beperkt (maximaal typering 1).

De gebruiker beschikt over voldoende intellectuele, zintuiglijke en cognitieve vermogens om de scooter op een veilige en oordeelkundige wijze te gebruiken zowel binnenshuis als desgevallend buiten op de openbare weg.

De gebruiker verplaatst zich frequent en vooral binnenshuis of over korte tot middellange afstanden buitenshuis. De aard, noodzaak en frequentie van de verplaatsingen moeten duidelijk gemotiveerd worden in het multidisciplinair functioneringsrapport. »;

- in 2., wordt het opschrift vervangen door het volgende opschrift :

« 2. Functionele specificaties van de scooter »;

- in 2., 2.5., laatste zin, worden de woorden « minimaal 15 km » vervangen door de woorden « minimaal 20 km »;

- de bepalingen opgenomen onder 4., 4.2., worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De elektronische binnen/buiten scooter voor gebruik binnens- en buitenshuis mag gecumuleerd worden met :

- een loophulpmiddel,

- een antidecubituszittkussen van subgroep 3 of 4. »;

- in 4., 4.3., eerste lid, eerste zin in de Nederlandse tekst, worden de woorden « de elektronische scooter voor gebruik binnens- en buitenshuis » vervangen door de woorden « de elektronische binnen/buiten scooter »;

- in 4., 4.3., laatste lid, worden de woorden « 521931-521942 – Y 2200 » vervangen door de woorden « 521931-521942 – Y 1900 »;

c) in de huidige subgroep 2, die subgroep 3 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de omschrijving van de verstrekking 520170-520181 wordt vervangen door de volgende omschrijving :

« 520170-520181 : Elektronische buitenscooter Y 3000 »;

- de bepalingen opgenomen onder 1., 1.1., worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De elektronische buitenscooter is bedoeld voor gebruik over lange afstanden. Deze scooter is bedoeld om door verplaatsing de actieve deelname aan het sociale en familiale leven mogelijk te maken en de zelfstandigheid te bewaren. Het gebruik is definitief. »;

- de bepalingen opgenomen onder 1., 1.2., a), worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De elektronische buitenscooter is vergoedbaar voor gebruikers met bewezen en definitieve beperkingen bij het lopen. Het lopen van korte afstanden (minder dan een km) is ernstig beperkt (minimaal typering 3). Het lopen van lange afstanden (meer dan één km) is volledig beperkt (typering 4).

De gebruiker beschikt niet over de kracht of uithouding om zich met een manuele rolstoel te verplaatsen over lange afstanden (typering 4). Het besturen van een elektronische scooter is wel mogelijk.

La position assise de l'utilisateur est suffisamment stable pour conduire le scooter en toute sécurité et cela est confirmé par le rapport de fonctionnement multidisciplinaire et le test pratique.

La fonction des membres supérieurs est tout au plus modérément limitée (code qualificatif maximal 2). Si un des membres supérieurs n'est pas fonctionnel, le membre encore fonctionnel est tout au plus légèrement limité (code qualificatif maximum 1).

L'utilisateur dispose de facultés intellectuelles, sensorielles et cognitives suffisantes pour utiliser le scooter d'une façon sûre et judicieuse tant à l'intérieur qu'à l'extérieur sur la voie publique, le cas échéant.

L'utilisateur se déplace fréquemment à l'extérieur et sur de longues distances. La nature, la nécessité et la fréquence des déplacements doivent être clairement motivées dans le rapport de fonctionnement multidisciplinaire. »;

- au 2., l'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant :

« 2. Spécifications fonctionnelles du scooter »;

- au 2., 2.5., alinéa 1^{er}, la dernière phrase, est supprimée;

- au 2., 2.6., deuxième phrase, les mots « La voiturette doit être pourvue » sont remplacés par les mots « Le scooter doit être pourvu »;

- les dispositions reprises sous le 4., 4.2., sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le scooter électronique pour l'extérieur peut être cumulé avec :

- un cadre de marche,

- un coussin anti-escarres du sous-groupe 3 ou 4. »;

- au 4., 4.3., alinéa 1^{er}, première phrase dans le texte en néerlandais, les mots « de elektronische scooter voor gebruik buitenshuis » sont remplacés par les mots « de elektronische buitenscooter »;

- au 4., 4.3., dernier alinéa, les mots « 521953-521964 – Y 2200 » sont remplacés par les mots « 521953-521964 – Y 3000 »;

6° au II., 2°, Groupe principal 4, Sous-groupe 3, 4., 4.3., alinéa 5, avant le premier tiret actuel, est inséré un nouveau tiret, rédigé comme suit :

« - Intervention forfaitaire de l'assurance pour une voiturette manuelle active pour enfants

522830-522841 – Y 1000 »;

7° au II., 3°, Groupe principal 7, Sous-groupe 1, 1., 1.2., sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1^{er}, dans le texte en français, les mots « minimal 2) et a besoin » sont remplacés par les mots « minimal 2) ou a besoin »;

b) à l'alinéa 3, les mots « d'une façon sûre et judicieuse tant à l'intérieur qu'à l'extérieur sur la voie publique » sont remplacés par les mots « , éventuellement avec un accompagnement »;

8° au II., 4°, Groupe principal 9, 4., sont apportées les modifications suivantes :

a) au 4.2., un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré in fine :

« Le coussin anti-escarres (prestation 520553-520064 ou 520575-520586) peut être cumulé avec un scooter électronique. »;

b) au 4.3., un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré in fine :

« Les utilisateurs présentant un risque élevé d'escarres (groupe-cible 2) peuvent bénéficier d'une intervention forfaitaire de l'assurance pour un « oussin anti-escarres adaptable individuellement du type coussin à air à structure cellulaire » (prestation 520575 - 520586), à condition que le coussin figure dans la liste des coussins anti-escarres :

- Intervention forfaitaire de l'assurance pour un coussin anti-escarres adaptable individuellement du type coussin à air à structure cellulaire

522852-522863 – Y 350 »;

9° au III., 5., les dispositions relatives à la prestation 521474-521485 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 521474-521485 : Abaissement de la hauteur de siège (voiturette à propulsion podale) Y 157

Adaptation de la voiturette en abaissant la hauteur du siège afin de permettre la propulsion de la voiturette par l'utilisateur à l'aide du (des) pied(s). Cette adaptation est atteinte à l'aide de roues arrière plus petites (maximum 22") et de roues avant plus petites (maximum 7") ou à l'aide d'un cadre adapté sur lequel un axe fixe des roues arrière est placé plus haut (l'axe des roues ne peut pas être déplacé). »;

10° au IV., 3., 3.1., 3.1.1., les mots « dans les 5 jours ouvrables » sont remplacées par les mots « dans les 15 jours ouvrables »;

De zithouding van de gebruiker is voldoende stabiel om de scooter in alle veiligheid te besturen en dit werd bevestigd door het multidisciplinair functioneringsrapport en de praktische test.

De functie van de bovenste ledematen is hoogstens matig beperkt (maximaal typering 2). Bij één afunctioneel bovenste lidmaat, is het nog functionele lidmaat hoogstens licht beperkt (maximaal typering 1).

De gebruiker beschikt over voldoende intellectuele, zintuiglijke en cognitieve vermogens om de scooter op een veilige en oordeelkundige wijze te gebruiken zowel binnenshuis als desgevallend buiten op de openbare weg.

De gebruiker verplaatst zich frequent buitenshuis en over lange afstanden. De aard, noodzaak en frequentie van de verplaatsingen moeten duidelijk gemotiveerd worden in het multidisciplinair functioneringsrapport. »;

- in 2., wordt het opschrift vervangen door het volgende opschrift :

« 2. Functionele specificaties van de scooter »;

- in 2., 2.5., eerste lid, wordt de laatste zin geschrapt;

- in 2., 2.6., tweede zin, worden de woorden « De rolstoel moet » vervangen door de woorden « De scooter moet »;

- de bepalingen opgenomen onder 4., 4.2., worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De elektronische buitenscooter mag gecumuleerd worden met :

- een loophulpmiddel,

- een antidecubituszittkussen van subgroep 3 of 4. »;

- in 4., 4.3., eerste lid, eerste zin in de Nederlandse tekst, worden de woorden « de elektronische scooter voor gebruik buitenshuis » vervangen door de woorden « de elektronische buitenscooter »;

- in 4., 4.3., laatste lid, worden de woorden « 521953-521964 – Y 2200 » vervangen door de woorden « 521953-521964 – Y 3000 »;

6° in II., 2°, Hoofdgroep 4, Subgroep 3, 4., 4.3., vijfde lid, vóór het eerste streepje, wordt een nieuw streepje ingevoegd, luidend als volgt :

« - Forfaitaire verzekeringstegemoetkoming voor een manuele actief kinderrolstoel

522830-522841 – Y 1000 »;

7° in II., 3°, Hoofdgroep 7, Subgroep 1, 1., 1.2., worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, in de Franse tekst, worden de woorden « minimal 2) et a besoin » vervangen door de woorden « minimal 2) ou a besoin »;

b) in het derde lid, worden de woorden « op een veilige en oordeelkundige wijze te gebruiken zowel binnenshuis als buiten op de openbare weg » vervangen door de woorden « te gebruiken, al dan niet met begeleiding »;

8° in II., 4°, Hoofdgroep 9, 4., worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 4.2., wordt een nieuw lid in fine ingevoegd, luidend als volgt :

« Het antidecubituskussen (verstrekking 520553 - 520564 of 520575 - 520586) mag gecumuleerd worden met een elektronische scooter. »;

b) in 4.3., wordt een nieuw lid in fine ingevoegd, luidend als volgt :

« Gebruikers met een hoog risico op doorzittwonden (doelgroep 2) kunnen een forfaitaire verzekeringstegemoetkoming bekomen voor een « individueel aanpasbaar antidecubituskussen type luchtkussen met celstructuur » (verstrekking 520575 - 520586) op voorwaarde dat het kussen is opgenomen op de lijst van de antidecubituskussens :

- Forfaitaire verzekeringstegemoetkoming voor een individueel aanpasbaar antidecubituskussen type luchtkussen met celstructuur :

522852-522863 – Y 350 »;

9° in III., 5., worden de bepalingen betreffende de verstrekking 521474-521485 vervangen door de volgende bepalingen :

« 521474-521485 : Rolstoelaanpassing van de zithoogte verlagings (trippelstoel) Y 157

Aanpassing van de rolstoel door verlagings van de zithoogte in functie van voetaandrijving van de rolstoel d.m.v. trippelfunctie door de gebruiker. Deze aanpassing wordt bereikt door middel van kleinere achterwielen (maximum 22») en kleinere voorwielen (maximum 7 ») of een aangepast kader waar een vaste asbus achteraan op een hogere positie is geplaatst (de asbus kan niet verplaatst worden). »;

10° in IV., 3., 3.1., 3.1.1., worden de woorden « binnen de vijf werkdagen » vervangen door de woorden « binnen de 15 werkdagen »;

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2009 — 3424

[C - 2009/11419]

27 SEPTEMBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 novembre 1988 transférant l'exécution des tâches confiées à l'Institut national du Logement en matière de spécifications-types et d'agrément dans le domaine du bâtiment et des accords internationaux y relatifs, au Ministère des Travaux publics

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la suppression ou la restructuration d'organismes d'intérêt public et autres services de l'Etat, coordonnée par l'arrêté royal du 13 mars 1991, article 5, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1988 transférant l'exécution des tâches confiées à l'Institut national du Logement en matière de spécifications-types et d'agrément dans le domaine du bâtiment et des accords internationaux y relatifs, au Ministère des Travaux publics;

Vu l'avis de la Commission technique de la Construction, donné le 2 avril 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mai 2009;

Vu l'avis 47.099/1/V du Conseil d'Etat, donné le 18 août 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il est nécessaire pour notre Etat membre de donner suite à l'arrêt C-227/06 de la Cour européenne de Justice; qu'un des griefs de la Cour est que le système belge d'agrément techniques dans la construction entrave la libre circulation des marchandises; que la Cour qualifie ce système d'agrément techniques de mesure étatique (voir les considérants 37 à 39); qu'il est opportun de mettre fin au caractère public de ce système afin de laisser la place à une initiative de droit privé;

Sur la proposition de Notre Ministre pour l'Entreprise et la Simplification et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 7 novembre 1988 transférant l'exécution des tâches confiées à l'Institut national du Logement en matière de spécifications-types et d'agrément dans le domaine du bâtiment et des accords internationaux y relatifs, au Ministère des Travaux publics, les mots "et d'agrément" sont supprimés.

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 novembre 1988 transférant l'exécution des tâches confiées à l'Institut national du Logement en matière de spécifications-types et d'agrément dans le domaine du bâtiment et des accords internationaux y relatifs, au Ministère des Travaux publics les mots "et d'agrément" sont supprimés.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2009 — 3424

[C - 2009/11419]

27 SEPTEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 1988 tot overdracht van de taken die aan het Nationaal Instituut voor de Huisvesting werden toevertrouwd inzake bouwtechnische type-voorschriften en goedkeuring en de desbetreffende internationale akkoorden, aan het Ministerie van Openbare Werken

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 13 maart 1991, artikel 5, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1988 tot overdracht van de taken die aan het Nationaal Instituut voor de Huisvesting werden toevertrouwd inzake bouwtechnische type-voorschriften en goedkeuring en de desbetreffende internationale akkoorden, aan het Ministerie van Openbare Werken;

Gelet op het advies van de Technisch Commissie voor de Bouw, gegeven op 2 april 2009;

Gelet op het advies van de Inspecteur voor Financiën, gegeven op 12 mei 2009;

Gelet op advies 47.099/1/V van de Raad van State, gegeven op 18 augustus 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het noodzakelijk is voor onze lidstaat om gevolg te geven aan het arrest C-227/06 van het Europees Hof van Justitie; dat één van de grieven van het Hof is dat het Belgisch systeem van technische goedkeuringen in de bouw het vrij verkeer van goederen tussen de lidstaten belemmert; dat het Hof dit systeem van technische goedkeuringen kwalificeert als een overheidsmaatregel (zie overwegingen 37 tot 39); dat het betaamt een einde te stellen aan de publieke aard van dit systeem om plaats te laten voor een privaatrechtelijk initiatief;

Op de voordracht van Onze Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het opschrift van het koninklijk besluit van 7 november 1988 tot overdracht van de taken die aan het Nationaal Instituut voor de Huisvesting werden toevertrouwd inzake bouwtechnische type-voorschriften en goedkeuring en de desbetreffende internationale akkoorden, aan het Ministerie van Openbare Werken, worden de woorden "en goedkeuring" geschrapt.

Art. 2. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 november 1988 tot overdracht van de taken die aan het Nationaal Instituut voor de Huisvesting werden toevertrouwd inzake bouwtechnische type-voorschriften en goedkeuring en de desbetreffende internationale akkoorden, aan het Ministerie van Openbare Werken, worden de woorden "en goedkeuring" geschrapt.